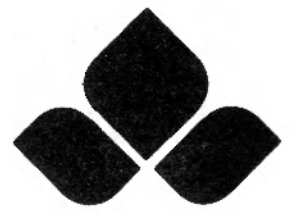


royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



la gauche face à la crise

le débat caché

M 2242 - 376 - 6 F DU 17 FÉVRIER AU 2 MARS 1983 - 13ème année - N° 376 - 6 F



quand nos lecteurs prennent la parole

Dans «Royaliste» du 19 janvier vous critiquez sévèrement le gouvernement sandiniste. Le régime se durcit ? C'est vrai, mais :

— Pourquoi ne dites-vous pas que le parti d'opposition — conservateur — est pourtant autorisé ! que ses membres sont en liberté ! Ceci même s'il est vrai que son journal est parfois censuré ?

— A qui la faute ? La cause première de ce durcissement est le terrorisme somoziste entretenu depuis le début par un «complot impérialiste» qui n'a rien de mythique, et qui tue sans doute maintenant plus d'innocents chaque jour que la «dictature marxiste-léniniste» sandiniste n'en a tué en bientôt 4 ans...

— En politique extérieure, Managua s'aligne sur l'URSS ? Elle en est bien forcée, seule l'URSS daigne lui fournir une aide économique...

— Peut-on crier au Goulag alors que presque tous les détenus — c'était d'ailleurs précisé dans l'article du «Nouvel Obs.» sont des somozistes, et qu'on a amnistié les 5/6ème depuis le début ?

(Le résultat de cette générosité a d'ailleurs été qu'un bon nombre sont allés rejoindre les terroristes). Fallait-il appeler la RFA un goulag quand, après 45, elle enfermait les nazis ?

— Les 10 000 miskitos qui avaient fui les brutalités sandinistes - brutalités que le «Fig-mag» a qualifié de «génocide»... à grand renfort de photos truquées, cf «Le Canard enchaîné» sont maintenant détenus dans les camps honduriens, parce qu'ils aimaient mieux retourner au Nicaragua que de cotoyer les somozistes... Aux Etats-Unis, 50 000, peut-être 250 000 Haïtiens sont enfermés dans des camps pour avoir fui le régime sanguinaire et affameur de Duvalier... Mais presque personne ne songe à plaindre ces prisonniers-là qui n'ont rien fait de mal...

Mieux vaut tirer à boulets rouges sur le «goulag sandiniste»...

Vous qui êtes honnêtes, j'espère que vous publierez ma lettre.

J.S.
Rouen

édition : le bout du tunnel ?

Bien que les Français lisent davantage, la profession du livre est en déclin depuis plusieurs années. Depuis un an et demi le gouvernement s'efforce de redresser la barre. On peut aujourd'hui esquisser un premier bilan.

C'était dans l'euphorie du changement que le Parlement adoptait le 10 août 1981, à l'unanimité, la loi sur le prix des livres. Jack Lang en présentant cette loi aux députés déclarait que le gouvernement avait le souci de ne plus abandonner le prix des biens culturels «aux lois destructrices du marché». (1)

De fait, depuis l'arrêté Monory de février 1979 qui interdisait aux éditeurs d'imposer un prix de vente, on assistait à une dégradation spectaculaire du marché du livre : flambée des prix (+16% en 1980), pratique généralisée du «discount» par les grandes surfaces entraînant la disparition progressive du réseau des libraires traditionnels, recherche du bénéfice maximum privilégiant les gros tirages au détriment des ouvrages de recherche et d'érudition.

Les deux dispositions essentielles de la nouvelle loi concernaient, d'une part l'obligation faite aux éditeurs de fixer un prix de vente et de l'imprimer sur la couverture de leurs livres, d'autre part l'interdiction pour les libraires de pratiquer une remise supérieure à 5%. Ainsi vis-à-vis du client, tous les libraires quelque soit leur taille étaient à égalité.

Appliquée depuis le 1er janvier 1982, la loi Lang a maintenant un an d'existence. Elle a été bien acceptée par la profession, à l'exception des F.N.A.C. qui ont cherché différents moyens de la tourner avant de se soumettre, et des Centres Leclerc qui ont refusé de l'appliquer, en toute impunité jusqu'ici puisque les décrets fixant les amendes contre les récalcitrants viennent seulement d'être pris au début du mois dernier !

Pour le lecteur, l'année 1982 aura été bénéfique puisque, par l'effet conjugué de la loi Lang et du blocage, la hausse du prix des livres pour l'année a été de 0,5% seulement - chiffre à rapprocher de ceux de 1980 : 16% et 1981 : 15%.

Les éditeurs en revanche, ont été pénalisés par la difficulté et la

lenteur des négociations avec le gouvernement pour la sortie du blocage des prix. Devant ces difficultés Jean-Manuel Bourgois, président du Syndicat National des Editeurs n'hésitait pas à affirmer : «les effets que comporte pour l'avenir la politique des prix sont graves. C'est le dynamisme et la créativité de l'édition française qui sont en cause». De fait, l'année 1982 a été relativement médiocre d'un point de vue commercial : augmentation de 9% seulement du chiffre d'affaires et baisse du volume des ventes de 5%. Mais cette médiocrité est à mettre au passif de la crise générale dans laquelle nous sommes.

La loi Lang n'est certes pas une panacée, mais elle a déjà provoqué l'arrêt de la dégradation du réseau de librairies, permettant à celles d'entre elles qui offrent un large choix culturel de regagner une partie de la clientèle qu'elles avaient perdue.

Parallèlement le gouvernement doit entreprendre sur le plan culturel une politique de promotion du livre et de la lecture. Sur ce point l'on peut se féliciter de voir qu'en dépit du plan de rigueur le budget 1983 prévoit une augmentation de 15% des subventions destinées aux bibliothèques municipales et que la Direction du Livre a entrepris un certain nombre d'actions, largement décentralisées, qui devraient provoquer un renouveau d'intérêt pour la lecture.

Ce n'est qu'un premier pas, mais il est certain que l'ensemble de la profession du livre devra procéder à des réformes en profondeur, notamment dans le domaine de la diffusion et de la distribution, si elle veut sortir effectivement du marasme.

Yvan AUMONT

(1) M. Lang serait sans doute surpris d'apprendre que cette préoccupation était aussi celle de Charles Maurras quand il écrivait en 1905 un petit livre prémonitoire qui s'appelait «L'avenir de l'intelligence». Livre disponible au journal, prix franco : 11 F.

le numéro 2 est paru



Cité
Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Abonnement 5 numéros de 68 pages par an : normal 60 F, soutien 100 F, fondateur 500 F à l'ordre de «Royaliste».

Commande du deuxième numéro de «Cité» : 15 F franco, à l'ordre de «Royaliste» 18 104 06 N Paris.

Nom : Prénom :

Adresse :

☐ s'abonne à «Cité» et verse pour cela : F

☐ commande le numéro 2 et verse pour cela 15 F

immigrés : le mauvais procès

Expliquant les conflits dans l'automobile, le Premier ministre a accusé les menées de «groupes religieux et politiques», Gaston Defferre s'en est pris au «mouvement intégriste et chiite». Surprenants propos venant d'hommes de gauche, de surcroît dangereux parce qu'agréables à un certain racisme et aveugles aux questions fondamentales posées par l'immigration en France.

Failait-il vraiment taquiner les vieux démons, risquer un mauvais procès contre les immigrés, lancer à la légère des explications superficielles, dont le président de la République s'est prudemment démarqué ? Renault-Flins, Boulogne-Billancourt, Aulnay, Talbot-Poissy, Citroën à Brunoy, Levallois-Perret, Nanterre, Chausson à Gennevilliers, Unic-Fiat, la grande colère des travailleurs de l'automobile n'épargne aucune firme, ignore la dichotomie entreprise nationalisée/groupe privé, échappe à la compréhension de la direction, déborde furieusement les

que de 50.000 voitures pour ce début d'année. Mais la gauche ne doit pas immoler les travailleurs immigrés aux feux de l'électoratisme. Les déboires du P.C.F., engagé en 1981 dans des campagnes xénophobes, devraient inspirer d'autres attitudes, au lieu d'accabler un groupe parmi les plus démunis de notre société. Car le cœur du conflit n'est nulle part ailleurs que dans les conditions de travail de ces étrangers, tellement insupportables que peu de Français s'y risquent.

Les industries de l'automobile, concentrées dans la région pari-



syndicats tout autant impuissants à saisir le mouvement. Les explications secondaires abondent alors : luttes d'influence entre centrales syndicales, pratiques terroristes de la C.G.T., dénoncées implicitement après bagarres par Jean Auroux, provocations des nervis de la C.S.L., renaissance de l'Islam (50% de musulmans à Aulnay). Il faut pourtant voir plus loin que la main improbable d'agitateurs khomeynistes, agir autrement qu'en inquiétant Ben Bella. Certes, les motifs de mécontentement des pouvoirs publics sont compréhensibles : 4 milliards de pertes dûs aux grèves de 1982, un man-

sienne, sont nos modernes galères, battant pavillon patronal. Usines immenses, froides et vétustes, aux allures de pénitencier, où sont transportés par autobus plusieurs milliers de travailleurs, d'un ghetto à l'autre, de la cité-dortoir insalubre à la cité-travail aliénante. Aulnay est l'exemple-type : cernée par des terrains désertiques, elle ne s'inscrit dans aucun tissu social. Ces microcosmes enferment des populations immigrées (80% à Billancourt) qui ignorent la langue française, conservent leur culture par laquelle ils expriment leurs revendications. Quoi de surprenant à ce que leur révolte s'imprègne

de considérations religieuses ? Chaque groupe social possède ses codes, son langage, qui appellent le respect, non la sourde incompréhension.

Vie précaire aujourd'hui et absence d'avenir : les dinosaures de l'automobile dépérissent lentement, devant un marché saturé, une perte inexorable de compétitivité depuis trois ans, l'introduction de technologies nouvelles. La robotisation des chaînes de montage expulse les travailleurs sans qualification. La création de petites unités décentralisées, d'ateliers flexibles, devrait répondre sans heurt aux mutations de notre société. Se borner à une augmentation salariale de 120 F, à l'attribution de primes supplémentaires comme l'exigent les syndicats, ce n'est que gérer la crise de l'automobile, sans attaquer les maux à la racine.

De Giscard à Mitterrand, la politique de l'immigration n'a pas subi d'inflexions radicales. Même refus des étrangers, multiplication des refoulements aux frontières, qui inquiète le Maroc et l'Algérie, contrôle draconien des conditions de séjour, avec la délivrance rarissime de cartes de travail, nécessité nouvelle d'un visa pour les latino-américains. Une mesure positive cependant : la régularisation de

132.000 clandestins, vivant en situation dramatique.

Les immigrés méritent-ils un tel ostracisme, corroboré par les propos du Premier ministre ? Le racisme ordinaire ne résiste pas à l'épreuve des faits. Trop d'étrangers ? Proportionnellement, la France en compte autant en 1981 qu'en 1931. Générateurs de chômage ? 70% des immigrés se sont installés en période de plein-emploi. La participation d'une main-d'œuvre servile, sous-payée, puisée directement par le patronat dans les anciennes colonies, a injecté dans notre économie des forces de production et de consommation, qui ont permis le développement de la croissance et la société de consommation. Que l'on n'accable donc pas une présence indispensable au bien commun ! Polonaise, italienne ou algérienne, l'immigration a toujours été jugée indispensable, tant pour l'agriculture que pour l'industrie. N'excluons pas de la prospérité ses promoteurs, dont la deuxième génération a totalement assimilé notre culture nationale. Les temps de crise n'autorisent aucun repli xénophobe même provenant d'un gouvernement de gauche ; ils exigent de considérer avant tout les plus exploités.

Emmanuel MOUSSET

les sept sœurs sont-elles coupables ?

Le retraitement des huiles de graissage est un moyen d'économiser l'énergie et nos devises. Comment se fait-il que malgré une attention constante des gouvernements français depuis 1940 une politique efficace de retraitement de ces huiles n'a jamais pu voir le jour ?

5 février. Genève. Journée d'information sur les huiles de graissage. On y apprend des choses fort intéressantes sur le retraitement des huiles usagées dans la CEE et en France plus particulièrement.

Tout d'abord que les huiles de graissage collectées sur les lieux de vidange peuvent être recyclées de telle manière qu'une tonne d'huile usagée donne 0,7 tonne d'huile re-raffinée exactement équivalente à 0,7 tonne d'huile neuve.

Lorsque l'on sait que le déversement des huiles usagées dans les égouts provoque des catastrophes écologiques, que leur brûlage provoque une pollution atmosphérique non négligeable tout en constituant un gâchis économique qu'on ne peut pas hésiter. Le gouvernement français s'est d'ailleurs soucie, dès 1940, de l'orientation des huiles usagées vers la régénération en huile de base, à l'exclusion de tout autre usage. Une abondante réglementation en témoigne.

Pourtant les résultats escomptés n'ont jamais été à la mesure des savants calculs des économistes et des politiques qui démontraient que les huiles usagées constituaient pour la France un véritable «gisement national» propre à favoriser les économies d'énergie, voire nos exportations. Il est vrai que ces calculs et estimations ont toujours été à l'origine de sombres polémiques. En 1977 l'Agence pour les Economies d'Energie estimait que les industriels de la régénération d'huile étaient matériellement incapables de traiter toutes les huiles usées. Ce à quoi un journaliste du «Monde» (1) répondait que les entreprises de re-raffinage manquaient d'huile, citant Mathys, numéro 1 de la régénération, qui était équipé pour traiter 100.000 tonnes et n'en recyclait que 30.000, faute d'approvisionnement. De nombreux projets d'équipement ont d'ailleurs été abandonnés pour la seule raison que les garanties d'approvisionnement en huiles usagées étaient insuffisantes.

A la suite de recommandations

de la CEE, la France mit en place, en 1979, un dispositif pour assurer le ramassage exhaustif des huiles usagées et leur élimination, avec une préférence pour la régénération en huile de base.

Or la production d'huiles régénérées est passée de 95.784 tonnes en 1974 à 64.588 tonnes en 1981. On ne prévoit que 60.000 tonnes en 1982.

A ce niveau là le problème devient politique, des parlementaires français s'en sont d'ailleurs souciés et le député Paul Mercieca, au nom de la Commission des Finances avait demandé lors de la préparation du Budget 1983 que «les responsables politiques et administratifs chargés de faire appliquer la réglementation prennent conscience de la nécessité d'agir rapidement.»

D'abord, que devient l'huile usagée non régénérée ?

1/ elle est brûlée dans des conditions le plus souvent illégales, 2/ elle est exportée vers des pays de la communauté qui n'interdisent pas le brûlage. Il s'agit dans ce cas de véritables trafics dont les conséquences sont parfois dramatiques.

Maintenant, qui est coupable ? Difficile à dire. Mais il semble que les producteurs d'huiles usagées, les garagistes par exemple, ne sont pas hostiles à la régénération. Ne parlons pas des régénérateurs qui se plaignent de leurs approvisionnements déficients. Restent les producteurs d'huiles neuves. Avez-vous entendu parler des 7 sœurs (Exxon/Esso, Shell, B.P., Gulf, Texaco, Mobil et Socal Chenon) ? Elles sont les principales bénéficiaires de cette «déstabilisation» de la réglementation française. S'il y a des adversaires de la régénération, c'est parmi leurs représentants qu'on les trouvera. La presse professionnelle est, paraît-il, éloquente à cet égard. Quant à démontrer leur responsabilité, c'est une autre paire de manches. En attendant la France jette l'argent par les fenêtres.

Annette DELRANCK

(1) «Le Monde» du 6 avril 1977.

la c.g.t. contre la liberté de la presse

La crise qui couvait depuis plus d'un an au sein du journal «L'Union» de Reims a éclaté au grand jour le mois dernier par la création d'une situation inhabituelle.

Cependant elle a débuté de façon fort classique puisque l'impuissance des structures dirigeantes a empêché la prise de décisions majeures pour l'avenir du journal, à savoir la modernisation du matériel de composition et d'impression avec les investissements nécessaires. De plus le tassement des ventes du journal a entraîné une baisse des recettes publicitaires et par là même des difficultés financières au moment où l'argent devenait indispensable.

La situation originelle de «L'Union» provient, comme pour nombre de ses confrères, de la volonté de ses fondateurs, représentant les diverses tendances de la Résistance, de créer un journal d'informations générales, régionales et politiquement non engagé.

La principale cause des difficultés réside dans la mésentente qui règne entre les actionnaires actuels, mésentente qui a surtout un caractère politique. En effet le plan de sauvetage présenté par Gérard Montanier et quelques membres du conseil de gérance, proches du pouvoir socialiste, a été rejeté par les autres conduits par Jean-Louis Scheiter, numéro deux sur la liste de droite de Jean Falala aux élections municipales, pour la mairie de Reims.

Alors qu'on s'acheminait vers la nomination d'un administrateur judiciaire, le Syndicat du Livre CGT a engendré une situation «révolutionnaire» par la création d'un directoire : «la seule solution pour assurer la survie du journal et conserver le maximum des emplois existants». Le coup de force, tardivement condamné par Pierre Mauroy, s'il n'a pas empêché la nomination d'un adminis-

trateur judiciaire permet aux ouvriers du Livre CGT de se comporter en patron de presse et d'imposer leur loi : refus d'accès aux membres du conseil de gérance, censure d'un communiqué de trente deux journalistes condamnant le coup de force et d'un éditorial du rédacteur en chef. Depuis le début de la crise ouverte «L'Union» paraît, mais doit affronter la concurrence de l'édition «Marne» de «L'Est-Républicain» qui entend bien tirer les marrons du feu.

La C.G.T. a dans ce conflit outrepassé ses droits et met en cause dangereusement la liberté de la presse, la survie d'un quotidien régional, en faisant obstacle à toute solution. Elle estime par son action empêcher la mainmise des gérants de droite. En fait les actions judiciaires intentées contre le «directoire» pour détournement de fonds, une autre par le directeur de publication pour «usurpation de titre», devrait permettre cette reprise de contrôle.

Le coup de force du Livre CGT paraît donc bien hasardeux et de toute façon une grande partie des emplois des ouvriers d'impression est condamnée par la nécessité de moderniser le matériel de composition et d'impression.

Cependant toutes les parties en présence semblent mettre du leur pour assurer la survie du journal, puisqu'une assemblée générale des associés sera convoquée le 21 février pour établir une modification des statuts et mettre en œuvre un plan de salut pour que vive «L'Union».

Philippe LABARRIERE

**aidez la NAR
en apportant votre
adhésion.**



au portugal

les royalistes en première ligne

Durant ce séjour, je penserai souvent à Dominique de Roux -Le Cinquième Empire, reçu quelques jours avant sa mort... la présence insistante de Lisbonne, une façon de connaître avant d'y être allé et de déjà l'aimer. L'Histoire évidemment à chaque pas. Le Tage, estuaire vers la découverte du monde. Grand destin. Européens, nous aimons ces villes superbes et nostalgiques. Ici le passé ne cesse de mourir. Rues s'accrochant aux collines, maisons incroyables, couleurs, faïences I mosaïque d'images et d'impressions.

Sur les murs, le souvenir dérisoire de la révolution des œillets. 1974... comme c'est loin. Les rêves d'Otello de Carvalho, le gauchisme évaporé. Comme chez nous pour 68, certains ne s'en sont pas consolés. On nous apprendra que deux militants gauchistes se sont suicidés ces jours-ci, faute de pouvoir espérer encore. Mais une autre espérance peut naître. Le Portugal n'est pas voué à la seule nostalgie rauque et tendre. Dans les lycées d'ici, une nouvelle génération s'affirme. Je verrai à la télévision des représentants de ces jeunes motards casqués qui sortent de classe. Ce sont des délégués royalistes massivement élus par leurs camarades. Si l'avenir était de ce côté ?

Je n'évoque pas ces lycéens par simple complicité avec nos amis du P.P.M. L'histoire comme le présent nous conduisent à cette interrogation. Depuis que la république a été instaurée, le Portugal n'a jamais pu trouver son équilibre et sa confiance en lui-même. Il ne faudrait tout de même pas oublier que tout a commencé par l'assassinat du roi et du prince héritier dans un pays en plein essor. Les républicains qui ont mis fin à cette monarchie constitutionnelle caressaient le rêve des fondateurs de notre IIIème, même passion idéologique, laïcité, etc. Qu'importait que ce fût au prix d'un meurtre. Il est des meurtres fondateurs comme celui de Louis XVI...

Mais cette république fut bien incapable de rien fonder. Elle déclencha le processus des pronunciamientos qui lui même aboutit à une dictature de quarante ans. Rétablie par la révolte des centurions, elle ne se porte guère mieux aujourd'hui. Rares sont ceux qui

Gérard Leclerc s'est rendu au Portugal du 18 au 25 janvier dernier, à l'invitation d'amis du Parti Populaire Monarchique.

formulent un diagnostic favorable sur l'avenir de ce régime. Il est de fait en pleine crise. On sait que le président Eanes vient de procéder à la dissolution de l'Assemblée, en choisissant la date du 25 avril pour les prochaines élections. Depuis la mort du premier ministre Sa Carneiro, la coalition au pouvoir n'a fait que battre de l'aile.

Le 18 janvier, à l'Assemblée Nationale, journée de fièvre.

Le P.P.M. propose un projet de loi donnant à la région de Vizela son autonomie et sa personnalité de collectivité locale. De gros intérêts s'opposent à ce qui constitue une aspiration massive de la population. D'ailleurs les gens de Vizela sont représentés massive-

plose. Déjà dans cette enceinte. On casse tout ce qu'on a sous la main. La voiture du député social-démocrate qui s'est opposé le plus directement à la loi sera détruite. Et le lendemain, la région sera isolée du reste du pays. L'affaire est loin d'être terminée. On sait du moins là bas sur qui on peut compter.

La dissolution pose des problèmes difficiles au P.P.M. Il faut reposer la question des alliances. Un congrès devra trancher. La coalition ne sera pas nécessairement reconduite. S'ouvrira-t-elle aux socialistes ? Dans ce cas, serait-elle durable ? Le P.P.M. est de toute façon déterminé à poser la question de l'arbitrage monarchique. Il y a quelques semaines, le duc de Bragance, prétendant au trône, a été longuement interrogé à la télévision. C'est la première occasion réelle qui était donnée à ce prince de parler à l'ensemble du pays. Le retentissement de l'émission a été considérable dans l'opinion. Tous les secteurs de la classe politique ont manifesté un intérêt certain, y compris et peut-être surtout du côté du parti socialiste.

Il faut dire que l'exemple espagnol fait beaucoup réfléchir. Un gouvernement socialiste garanti par l'indépendance d'un roi ! Pourquoi pas au Portugal ?

Le P.P.M. entre dans une nouvelle étape de son combat. Ses militants vont se lancer dans la prochaine campagne électorale. Il reste à espérer qu'une représentation parlementaire renforcée lui permettra de mieux faire entendre sa voix dans le pays. Beaucoup d'indices montrent que le message est bien reçu. L'atteste en particulier, la notoriété et la popularité de M. Ribeiro Teles, leader du parti et ministre de l'Environnement. Cette législature prématurément interrompue n'aura pas été inutile, puisqu'elle aura permis aux monarchistes de montrer ce qu'ils étaient. Attachés au bien général, novateurs et même révolutionnaires lorsqu'il le faut.

Nos vœux les accompagnent. On me permettra de les remercier de l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé à mon épouse et à moi-même durant ces huit jours de vacances lusitaniennes.

G.L.



S.A.R. le duc de Bragance

La droite a fabriqué le mécanisme de sa perte.

Nos amis du Parti Populaire Monarchique, qui appartiennent pourtant à la coalition, sont étrangers à ces querelles. Ils pensent plus haut et plus en harmonie avec le pays. Le président qui les apprécie beaucoup dit qu'ils sont non seulement la conscience critique de l'Alliance démocratique, mais aussi celle du régime toute entier.

ment dans les tribunes. Tous ceux qui sont venus en car n'ont pu entrer. La droite s'oppose au projet pourtant défendu par des partenaires de la coalition au pouvoir. La gauche se prononce pour, mais elle n'a pas osé le présenter elle-même. Les royalistes sont conséquents avec leur défense des pouvoirs locaux et de la décentralisation. La loi n'en sera pas moins repoussée. La colère de Vizela ex-



entretien avec **françois perroux**

« on peut douter d'arbitrer »

● **Royaliste** : le titre de votre dernier livre accroche l'attention. A la réflexion n'est-il pas ambigu, Dialogue ? ou Conflit, c'est-à-dire Dialectique ? Mais d'abord, comment pouvez-vous concevoir la nation comme une réalité économique, alors que les principales théories économiques semblent la nier ?

F. Perroux : Les théories dont vous parlez ont été élaborées à partir de conceptualisations telles qu'il leur était impossible d'atteindre le fait nation et, a fortiori, la réalité économique de la nation. Pourquoi ? Parce que ces théories conçoivent un marché entièrement séparé de son encadrement politique et social : il se réduit à un contact entre de petites unités, des entreprises, des individus, qui sont entièrement arbitrés par le prix de concurrence parfaite. Des trésors d'ingéniosité ont été déployés pour que ce prix soit considéré comme souverain. On suppose donc que toutes les unités qui interviennent sur le marché sont égales entre elles, qu'elles sont de dimensions analogues et qu'elles ne disposent d'aucune information autre que celle que leur transmet le prix (sur lequel elles n'exercent aucune influence). Par conséquent, l'agent, l'individu actif est éliminé, par construction l'inégalité entre les agents est niée et on obtient une mise en ordre, par le marché, d'individus fantomatiques qui ne méritent plus le nom d'hommes : un robot asservi à un système de prix ferait exactement ce que fait la petite unité de la théorie du marché, arbitre économique souverain.

Cette analyse exclut tout groupement organisé : famille, syndi-

cat, région et, bien sûr, nation. Ce tour de passe-passe intellectuel conduit aussi à exclure les entreprises observables qui sont des ensembles hiérarchisés d'individus et à l'intérieur desquelles circule une information qui n'est pas seulement économique : le groupe humain qui constitue l'entreprise ne reproduit pas (heureusement) les définitions des manuels et les luttes syndicales montrent qu'il n'est pas simplement question, en ce cas, d'un ajustement des prix aux quantités. D'ailleurs, la théorie néo-classique a eu un peu honte de ses abstractions puisqu'elle a élaboré la théorie des « économies externes » qui prend en compte les facteurs qui ne dépendent pas de la volonté de l'entrepreneur et qui pèsent sur ses décisions (par exemple les caractéristiques d'une industrie ou d'une région). De même, la nation suscite des « économies externes » parce qu'elle est une réalité vivante et parce que l'information qu'elle répand exerce une influence sur les activités économiques. Ainsi, la nation est un milieu spécifique de circulation de l'information : on y parle la même langue, on participe des mêmes mœurs, on appartient à un même cercle de solidarité. Ce qui n'empêche pas la théorie néo-classique d'exclure, par définition, la nation.

● **Royaliste** : Quel est le rôle et quelle doit être la place de l'Etat face aux entreprises qui composent la nation ?

F. Perroux : Qu'il s'agisse d'une grande firme dans une petite nation, ou d'une combinaison de grandes firmes dans une nation moyenne, il existe un seuil critique au-delà duquel cette

grande firme qui a une structure et une dimension déterminées, se trouve en concurrence directe avec la puissance chargée de la définition et de la défense de l'intérêt général. Cette constatation vaut pour les firmes de production comme pour les firmes financières. Mais les premières n'ont pas seulement un rôle productif : elles ont un rôle et un pouvoir financiers en matière d'économie. Il suffit d'ouvrir un journal spécialisé pour constater cette réalité des groupes économiques et financiers et il est facile de mettre en évidence la coopération conflictuelle entre ces pouvoirs privés et la puissance publique.

Cette situation pose le problème de la définition d'un pouvoir politique à distance des intérêts, capable de les orienter et/ou de les arbitrer. On pose, fort poliment, que l'Etat est dans cette situation d'arbitrage. Or, une analyse élémentaire impose de douter des capacités réelles de l'Etat (quels que soient les personnels) d'orienter et d'arbitrer les intérêts dont il dépend. C'est le problème du financement des élections, ou encore celui des opérations dites publiques, une fois que le pouvoir a été défini par un procédé électoral. J'ai depuis longtemps soutenu la thèse qu'il n'y a pas de pouvoir entièrement légitimé dans l'ordre moral ; c'est pourquoi j'ai écrit que la politique commence au point où la violence cesse. Or, dans un Etat qui s'efforce de réaliser cet idéal, il ne fait pas de doute que la réduction des coûts de contrainte, du point de vue économique, et la réduction progressive de la violence, dans l'ordre social, sont des critères essentiels pour un jugement moral sur la portée d'un pouvoir.

Ainsi, le dialogue des monopoles et des nations s'établit d'abord entre des monopoles dits nationaux et des Etats dits nationaux : tout ce qui est national n'est pas nécessairement nôtre aujourd'hui, en l'absence même des multinationales.

«Royaliste» a le plaisir d'inviter François Perroux, professeur au Collège de France et directeur de l'Institut de Sciences Économiques (I.S.M.E.A.) à l'occasion de la publication de son livre «Dialogue des Monopoles et des Nations». L'entretien qu'on lira ci-dessous à la lecture de ce livre capital - étudiants et citoyens - que le livre très accessible et par François Perroux leur offrira la réflexion attendue.

● **Royaliste** : Justement, comment analysez-vous ces multinationales ?

F. Perroux : En l'absence de multinationales, les structures des nations sont déjà inégales entre elles. Si on élimine la structure, on ne voit plus que l'opération marchande. Si on ne l'élimine pas, on constate la pesée des structures nationales sur les actes des nationaux - individus et entreprises - à l'intérieur et à l'extérieur des frontières.

Supposons maintenant que nous soyons capables d'analyser la politique américaine sans contestation possible. Les Etats-Unis avaient, avant l'attention portée à l'Europe, le choix entre deux politiques. La première consistait à approfondir leur consommation nationale par une élévation progressive et voulue des salaires, par un certain financement de la qualité de leur consommation - ce qui leur permettrait, avec un taux de profit des entreprises constant ou légèrement déclinant - de donner un fondement quasi-national à l'ensemble appelé «Etats-Unis». Deuxième attitude possible : cette grande Nation-Empire ne veut pas développer sa consommation en profondeur parce qu'elle souhaite maintenir un niveau de salaires qui permette la concurrence extérieure. Et si le niveau des salaires n'y suffit pas, on passera à la création d'entreprises multinationales et transnationales. Alors on installera dans d'autres pays, non pas des firmes multinationales isolées, mais des réseaux de firmes multinationales, les unes de production, les autres d'information, les troisièmes de

des capacités de l'état les intérêts dont il dépend »

Revoir une nouvelle fois M. François de France, Président et fondateur des Mathématiques Appliquées, publication de son nouveau livre : « Nations ».

Cela n'est qu'une introduction qui est à conseiller à tous ceux qui s'intéressent à la gestion économique préoccupe. L'engagement rigoureux de François de France est fondamentale et novatrice qu'ils

finance et de distribution de crédit. La justification est facile à trouver : « Il y a chez vous des marchés qui ne sont pas exploités à fond, nous arrivons, nous les exploitons, et nous vous rendons un service signalé parce que l'économie que nous suscitons est infiniment meilleure que celle qui est réalisée avec les moyens locaux. »

Mais si la nation est une organisation, une structure, une réalité vivante et historique, il est évident que l'intérêt national ne consiste pas à accepter des produits qui ne correspondent ni aux besoins ni aux goûts fondamentaux de la nation, à accepter des techniques qui ne tirent pas parti de cette complicité entre les hommes et les choses qui existent dans une nation, et un way of life qui n'est pas le way of life national. Est-ce une question de morale, d'esthétique ? Pas du tout. Notre façon de vivre est le fruit d'une très longue expérience, elle n'est pas sans rapport avec l'élaboration de la culture mais aussi avec son progrès qui ne se fait pas par introduction de formes culturelles très valables dans un milieu donné et non dans un autre.

Sous ce rapport, une autonomie de la nation tendant à réduire ses dépendances à l'égard de l'extérieur est parfaitement compatible avec une division internationale du travail donnant des résultats positifs, susceptibles d'être jugés dans l'ordre économique avec des critères très différents de ceux des néo-classiques. Donc, la tendance actuelle est l'imposition par la super-puissance d'un appareil de capital, d'information

et de crédit à des structures nationales relativement faibles. Cela n'est pas nécessairement mauvais, mais que l'on ne dise pas que ce procédé doit être accepté en tant que tel sans analyse économique de ses conditions et de ses effets.

● **Royaliste :** le procédé économique dont vous parlez n'est-il pas celui qui assure aux firmes la plus grande « compétitivité » ?

F. Perroux : Le verbe concurrencer se conjugue à l'actif (« concurrencer », au passif « être concurrencé »), mais jamais « au neutre ». La concurrence est une activité, un jeu sportif qui aboutit au triomphe du meilleur. Mais « être compétitif », ce n'est pas seulement gagner une partie : c'est se mettre en conditions telles qu'on ait des chances de se trouver dans le peloton de tête au cours d'une suite de parties. La « compétitivité » se définit dans une durée. Ces remarques sont importantes car, au nom de la concurrence, on peut anéantir un pays. Par exemple, il y a une dizaine d'années, nos productions aéronautiques étaient fabriquées à des coûts cinq ou six fois supérieurs à ceux des Etats-Unis. Fallait-il en conclure que nos productions aéronautiques devaient être confiées à des firmes étrangères ? Ce n'est pas sûr du tout. Combien de temps a-t-il fallu aux Etats-Unis pour acquérir cette productivité supérieure à celle des pays européens ? En réalité, « être compétitif » sera se prononcer sur une structure qui donnera des résultats positifs, non seulement en termes de profits marchands, mais aussi en termes d'avantages productifs pour l'ensemble de la nation.

Cela signifie que l'Etat doit avoir une visée concernant la structure de l'ensemble national qui mette en état de développement les forces vives de la nation. Or, je constate que les gouvernements successifs sont ramenés à des positions de bon sens : on s'aperçoit qu'être compétitif est le fait de la totalité de la nation et non pas seulement

d'un groupe d'entrepreneurs. Par exemple, le Franc tient lorsque le travail et les revendications salariales permettent qu'il tienne. Vous noterez à ce propos que le revenu salarial, après avoir été supposé fixé par le fonctionnement du marché, est devenu un revenu essentiellement discuté et ne devient un facteur de développement pour la nation qu'au moment où, dans son niveau et son adaptation, le salaire est consenti. Si bien qu'on perd son temps à répéter que le salaire est le prix du travail, que la productivité est le fait du travailleur et de l'entrepreneur, etc. Il s'agit d'un problème de participation de tout le travail national sous toutes ces formes à une œuvre qui est éminemment économique et politique.

● **Royaliste :** Vous montrez dans votre livre que le système économique n'est plus maîtrisé. Peut-on encore construire une théorie économique à partir de ce constat ?

F. Perroux : Il faut tout d'abord remarquer que les analyses en termes de cycles (Juglar) ou de mouvements de longue durée (les Kondratieff), ont été faites du point de vue du marché, des prix et des quantités, et non pas de l'ajustement des prix et des quantités dans une dynamique d'encadrement comportant un diagnostic sur le mouvement de la population, sur les institutions, la technique, l'innovation. L'analyse des mouvements longs reste donc à faire, d'autant plus que contrairement à la crise de 1929, celle que nous connaissons est planétaire.

Aujourd'hui, il est manifeste qu'il existe une surpopulation mondiale (à l'égard du système actuellement pratiqué) accompagnée d'un fléchissement en Occident de la propension à travailler et de la propension à innover. Mon ami, Gérard de Bernis, a fait, de cette crise, une présentation originale que j'apprécie au plus haut point : pour lui, des capitaux ont été importés dans des pays de dimensions

moyennes et de structures faibles ; ils restructurent l'économie mondiale au détriment des structures nationales qui résistent cependant, parce qu'elles expriment les besoins et les aspirations des peuples historiques.

En outre, Gérard de Bernis a tout à fait raison de penser qu'indépendamment des facteurs exogènes - le problème pétrolier parmi d'autres - cette crise a commencé dès 1968.

Les analyses neuves de Gérard de Bernis et de Daniel Dufourt qui a écrit une remarquable analyse systémique du monde, portent sur un objet évolutif que nous ne connaissons pas encore parfaitement. L'idée d'une crise due à des initiatives transnationales, à la restructuration du monde par des implantations de capital de production et de capital financier n'obéissant pas à la loi de l'intérêt général des peuples, est très féconde et doit être creusée. C'est du reste la décision que nous avons prise à l'I.S.M.E.A., qui va consacrer une partie des recherches à l'examen analytique de ce qu'on appelle la crise générale, sans se préoccuper assez d'en caractériser la spécificité.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

QUELQUES OUVRAGES DE FRANÇOIS PERROUX

« L'Economie du XX^{ème} siècle », P.U.F. 3^{ème} éd. 1969.

« Pouvoir et Economie », (Bordas-Dunod, 2^{ème} éd. 1973), « Unités actives et Mathématiques Nouvelles. Révision de la théorie de l'équilibre général ». (Dunod 1975),

« Pour une philosophie du Nouveau Développement », (Aubier 1981),

Nombreuses études dans « Economie appliquée, archives de l'ISMEA » (11, rue Pierre et Marie Curie, Paris 75005),

« Dialogue des Monopoles et des Nations », (Presse Universitaires de Grenoble), prix franco : 130 F.

conflit aux malouines

Malouines, Falklands, Malvinas, trois noms pour désigner un archipel inhospitalier, dernier lambeau de l'empire anglais, situé à 15 000 km de Londres et sur lequel le drapeau argentin a flotté du 19 mars au 14 juin 1982, date à laquelle il dut être amené après quelques semaines d'un étonnant combat.

C'est l'histoire de ce conflit qu'A. Wassilieff relate avec précision. L'auteur, contre-amiral de la marine française, connaît remarquablement son affaire sur le plan technique, mais il se révèle aussi un excellent conteur qui possède l'art de donner la vie et l'allure qui convient à son récit. Employant la formule qui a si bien réussi en particulier à l'auteur du célèbre «Le jour le plus long» il procède par courts chapitres, allant d'un camp à l'autre, du commandant en chef au simple biffin, de l'aviateur au dernier des matelots, reconstituant des dialogues bien imaginaires certes, mais qui ne doivent pas être loin de ce que fut la réalité.

A. Wassilieff avoue qu'il ne se sent ni compétent ni disposé à donner raison à l'un ou à l'autre des belligérants sur leurs droits sacrés et imprescriptibles, de plus il n'analyse pas en détail l'environnement politique au début du conflit; il se place d'un point de vue strictement militaire, professionnel, et l'on sent que sa sympathie va indistinctement aux héros des deux camps.

Revendiqué depuis des décennies par l'Argentine, l'archipel est envahi le 1er avril par une armada dotée de moyens considérables. Galtieri, le dictateur argentin, escomptait sur la passivité de l'Angleterre. C'était sans compter sur les réflexes de ce vieux pays qui, en quelques jours réussissait l'exploit de concevoir, organiser et mener à bien une gigantesque opération militaire si loin de ses bases. Ce ne fut pas une partie de plaisir, les aviateurs argentins savaient se battre, sur cinq destroyers anglais engagés dès le 1er mai, deux furent coulés et trois autres gravement atteints, sur huit frégates : deux coulées, cinq touchées.

L'habileté des pilotes et la qualité des matériels n'expliquent cependant pas tout. Il faut savoir que depuis quelques années la Royal Navy subit les coupes sombres d'une politique d'économie. «Afin de payer - très cher - aux Américains de nouveaux missiles destinés aux sous-marins de la force stratégique». C'est ainsi que la force d'intervention, dé-

pourvue de porte-avions, ne peut mettre en ligne que deux porte-aéronefs, bâtiments hybrides incapables d'embarquer des intercepteurs supersoniques. Cette carence aurait pu conduire au désastre, il a été frôlé.

Lorsque l'escadre anglaise doit protéger le débarquement des troupes, ses bâtiments sont nécessairement, dans les eaux de l'archipel, à l'exception des deux porte-aéronefs qui croisent au large hors de portée des super-étendards et de leurs exocets. La disposition des unités ne pose aucun problème de repérage préalable aux avions argentins. En revanche l'amiral Woodward, faute de chasseurs supersoniques pouvant intercepter les avions ennemis pendant leur trajet, est contraint de laisser venir les attaques aériennes et même souvent amené à les voir se développer avant que les Sea Harrier ne puissent intervenir. Pour la première fois dans un conflit moderne, un débarquement est opéré, sans que l'assaillant dispose de la maîtrise des airs, d'où des dégâts considérables. En définitive seule l'excellente qualité d'une armée de métier remarquablement entraînée vient à bout de l'adversaire.

Les combats terrestres sont rapidement conduits contre des troupes argentines pléthoriques, fort bien équipées, contrairement à ce qui a pu être avancé, mais composées en grande partie de soldats du contingent. La reddition du général Menendez fut un acte de courageuse sagesse, 100 légionnaires peuvent faire Camerone, mais non 10.000 pauvres bougres transis.

De ce livre qui se lit comme un passionnant récit d'aventures on retiendra en outre qu'il est très souvent - mais pas toujours - une défense et une illustration des thèses développées dans notre revue «Cité». Un complément fort utile à nos réflexions sur les problèmes de défense nationale.

Michel FONTAURELLE

Alex Wassilieff - Bataille aux Malouines, Falklands, Malvinas - Editions Maritimes et d'Outre-Mer. 86 F franco.

les fous du roi

La littérature romantique a faussé l'image des fous de cour, décrits comme de malheureuses créatures victimes de toutes les moqueries. Dans un livre érudit et passionnant, Maurice Lever fait retrouver le véritable sens de cette importante fonction.

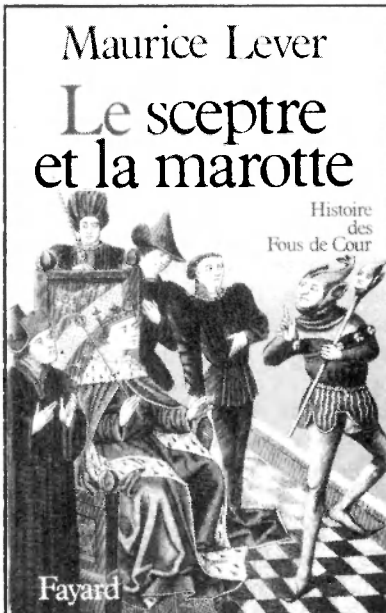
De nos jours la folie fait peur, et les fous sont enfermés. Dans les époques de sagesse, la folie était révéree et le fou, vivant parmi les hommes, était protégé : considéré comme proche de Dieu, il était libre de tout faire et de tout dire, et la parole de l'insensé était recueillie comme véridique, voire comme prophétique.

C'est donc le plus sérieusement du monde qu'il faut s'intéresser aux fous de cour, qui furent à l'origine d'authentiques dévils mentaux : loin de provoquer la raillerie ou la méchanceté, ils paraissaient indispensables à l'exercice du pouvoir. En s'adjoignant un fou, le roi n'agissait d'ailleurs pas autrement que l'ensemble de la société, qui savait que l'inversion momentanée des valeurs, même religieuses, était indispensable à son équilibre. Au Moyen-Age surtout, mais jusqu'à l'époque des Lumières, les villes, les corps de métier et certains régiments avaient leur «fou». Et l'on sait que les fêtes des fous, dont le rituel était parfois réglé par un évêque comme à Sens, donnaient lieu à des profanations et à des transgressions inouïes.

De même que le sacré est tourné en dérision, de même que la religion est grossièrement parodiée, le roi a en face de lui son image inversée, son double caricatural, à chaque instant et dans chaque acte - car le fou dit son mot sur les plus graves décisions - il doit supporter le spectacle de la déraison, subir la dérision de son fou qui porte en eux leur part de vérité. Pas de pouvoir absolu qui tienne, pas de tyrannie possible : la folie est mère de sagesse.

L'institution évoluera, comme la société elle-même : les fous de cour seront, au sortir du Moyen Age, des êtres sains d'esprit mais

qui miment une folie qui leur permet de dire, encore et toujours, une vérité. Etranges clowns, aimés par les rois, redoutés par les courtisans, qui jouent parfois un rôle politique et qui sont des intermédiaires bien informés entre le roi et son peuple. Signe des temps : c'est à la cour de Louis XIV qu'on verra le dernier fou du roi... Le pouvoir se renforce, et ne tolère plus d'être moqué; et puis la société se «civilise» et les intellectuels font la fine bouche.



Pourtant les fous n'ont pas disparu. A l'époque moderne, on les trouve dans le peuple, et Maurice Lever de citer Lacan, Jean-Edern Hallier et quelques autres. Mais ils ne sont plus auprès du pouvoir, ce qui explique pourquoi il est devenu aussi déraisonnable.

B. LA RICHARDAIS

Maurice Lever - Le Sceptre et la Marotte, Histoire des fous de cour.- Fayard. Prix franco : 94 F.

service librairie

ACHETER VOS LIVRES A NOTRE SERVICE LIBRAIRIE
C'EST ENCORE UNE FACON D'AIDER LA N.A.R.

idées de république

« Il y a mille ans la France, disait de Gaulle, il y a mille ans l'Etat français. » Il y a mille ans donc la res-publica assurée par Hugues Capet, celle dont François Mitterrand est actuellement en charge ! La césure de la fin du XVIII^e siècle marque pourtant d'une dissonnance fondamentale notre continuité historique. Changement d'institutions ? Evidemment... mais plus profondément transfert de légitimité, pour ne pas dire transfert de sacré. Si nous n'étions passés que d'une monarchie dite absolue à un type de régime représentatif, les choses auraient pu se faire « à l'économie ». Louis XVI avait conçu une évolution institutionnelle qui sans copier à la lettre l'exemple anglo-saxon aurait fait droit à une nouvelle citoyenneté comme à une évolution indispensable du droit positif. Chacun sait d'ailleurs aujourd'hui que les réformes les plus utiles de la Révolution sortaient des cartons de la monarchie.

Même l'adoption du modèle américain n'aurait pas de soi entraîné la terreur. La déclaration des droits de l'homme, le roi en admettait le bien fondé. Conçue outre atlantique, elle s'inspirait beaucoup plus d'une conception pragmatique que d'a priori idéologiques. Revue dans la perspective des Lumières, elle souffrait sans doute des ambiguïtés d'un droit naturel flottant. La reconnaissance solennelle de quelques unes des prérogatives de la personne aurait pu servir de garde fou aux pires débordements. D'ailleurs, que la Convention ait fini par faire briser par le bourreau les tables de la déclaration signifie bien que la Révolution avait bafoué le droit sur lequel elle entendait se fonder.

L'essentiel n'est pas là. La République en France se veut une rupture absolue par rapport à l'ancien régime, car elle entend fonder une société construite sur d'autres bases. Elle est d'abord une entreprise philosophique qui fait tourner autour du soleil de la Raison et du Progrès une société purgée des préjugés rétrogrades du dogme religieux. Renversement copernicien, dont la nature exclut tout compromis, quel qu'il soit, avec l'ordre qui vient d'être brisé. Ne pas comprendre que la tradition républicaine française implique d'abord une révolution intellectuelle, c'est faire l'impasse sur toute l'élaboration idéologique qui aboutira à la III^e République c'est-à-dire l'instauration durable du grand rêve plusieurs fois avorté. C'est ne pas comprendre aussi l'enjeu de batailles à retardement, telle celle de la laïcité, dont le coup d'envoi a été donné à l'origine. La République s'est toujours voulue pédagogocratie, elle ne peut supporter d'être dessaisie des tâches d'enseignement. Comment pourrait-elle, sinon, continuer à veiller à l'expansion des lumières ?

Nous finissons par oublier ces vérités premières pour un motif extrêmement simple. De l'aveu des républicains authentiques, la Constitution de 1958 revue en 1962 constitue une véritable trahison. Elle consiste en l'intrusion d'un principe monarchique dans un régime qui est né de sa négation même. Circonstance aggravante, la loi Debré en instaurant des contrats entre l'Etat et les établissements scolaires privés a bafoué la sacro-sainte laïcité inhérente à la République.

Pour comprendre la cohérence et la consis-

tance d'une idéologie et d'une pratique, l'ouvrage récent de Claude Nicolet sur « l'idée républicaine en France » s'avérera désormais indispensable. L'auteur est un religieux, intransigeant sur la pureté de ses dogmes dont il retrace la genèse avec clarté. A partir d'une immense bibliographie vouée à un oubli, à son avis, immérité, Nicolet établit l'histoire critique de l'idéologie qui se confondra avec un régime à partir de 1875. Les premiers à avoir conçu le projet dans ses grandes lignes pourraient bien être justement ces « idéologues » dont Condorcet fut la référence et dont Cabanis, Volney et Destutt de Tracy furent les meilleurs représentants.

Au centre de l'Idéologie, il y a l'homme « individuel, sentant, pensant et voulant : cela seul dessaisit les vieux recours théologiques et métaphysiques au profit de l'homme lui-même. Dieu et les rois sont déboutés. Cela seul établit en revanche la liberté du sujet : une liberté toute pratique, et non un libre arbitre d'origine transcendante - car il n'est pas de libre arbitre en matière scientifique et tout devrait être de la compétence de la science, morale et politique en particulier... »

Ce morceau déjà savoureux, qui mériterait tout un commentaire, est capital car il éclaire tout. Le point de départ est bien *métaphysique* (utilisons le mot malgré les cris d'horreur qu'il déclenche infailliblement chez ces rationalistes). Mais il ne faut pas les pousser beaucoup pour qu'ils affirment que leur cause est bien une religion ! Il s'agit pour eux de substituer à la foi un savoir total, rigoureux, embrassant toutes les sciences et couronné par une science des sciences. Le positivisme les suivra sur cette même lancée. Mais ce savoir implique une mise en œuvre sociale puisqu'il confère à l'homme, et la maîtrise de l'univers et sa propre maîtrise. La République sera le lieu où se réalisera ce règne de la raison qui se confond avec l'auto-nomie humaine.

Avant d'être un régime politique, elle est donc une idéocratie, le « royaume » de la science (les superstitions sont abolies) qui permet enfin le Progrès. L'adoption d'institutions représentatives ne viendra qu'en second lieu, et en dépit de beaucoup de réticences. Aussi la première question que suscite le projet consiste à savoir si vraiment les citoyens sont aptes à la science et possèdent le savoir suffisant. On voit immédiatement quelle réponse sera apportée : l'école ! Seule l'instruction permettra au peuple de s'autogouverner. Encore faut-il qu'elle soit parfaitement scientifique, donc laïque. L'école laïque et obligatoire de Jules Ferry est le pivot essentiel du système. Elle tend au monopole et a pour but implicite d'apprendre aux enfants la morale positiviste.

On voit les potentialités totalitaires d'un tel système. Il postule plus ou moins explicitement le caractère néfaste des croyances. Il a pour but de les effacer graduellement. L'instruction chrétienne des enfants est tenue pour du bourrage de crâne (encore aujourd'hui par les dirigeants du Comité national d'Action laïque !) L'utopie de la société parfaitement rationalisée en vue du progrès a pour principal adversaire l'Eglise qui trop souvent possède la maîtrise des esprits. L'idéocratie laïque ne sera gardée du totalitarisme absolu, à défaut du sectarisme que

par les divisions du parti républicain et une relative séparation des pouvoirs politique et spirituel. Auguste Comte tenait beaucoup à cette séparation. Surtout les politiques tiendront à garder leurs prérogatives. Seul le législateur gouverne. L'inspirateur reste dans une certaine empyrée, même s'il y a communauté de pensée : « *Le dogme, écrit significativement Nicolet, restera cantonné au spirituel, ce qui n'est pas pour le diminuer : devenu morale, philosophie, pédagogie, on lui reconnaîtra un rôle capital, déterminant. Il est à son tour sacré, mais le pouvoir ne l'est pas moins. Et ils sont séparés.* »

D'autre part, n'y a-t-il pas contradiction entre la démarche rationnelle et la contrainte ? Il vaudrait mieux convaincre. Dans cette hypothèse, on professera une confiance dans la force de la République à jouer avec les citoyens le débat d'opinion. C'est à ce moment que le principe du régime représentatif pourra se concilier avec l'idéocratie. Mais cette dernière sera toujours présente avec son école unique et son projet inflexible de rendre un jour tous les citoyens à la Raison. La tolérance est provisoire. Qu'importe puisque la République est désormais installée à jamais et qu'elle fera forcément tout son chemin ! Aussi tolérant que soit un Gambetta, il pense que l'opinion contraire à la sienne doit être rationnellement motivée, c'est-à-dire « libérée des freins que lui imposent la croyance et la tradition ». Nous ne sortons pas du cercle.

La doctrine républicaine n'est pas dépourvue de contradictions internes qu'explique en partie l'opposition entre une démarche positiviste et un recours constant à des principes idéalistes. Elle a réussi des synthèses entre les deux points de vue. Claude Nicolet a le mérite de nous donner un riche aperçu de tous les travaux auxquels les problèmes de droit, d'institution et d'épistémologie ont donné lieu. Mais la principale vertu de son livre est d'établir sans équivoque à quel point la République de son cœur et de ses rêves est de nature profondément idéologique et religieuse, étrangement « antidémocratique » au sens où elle est radicalement antipluraliste. « *Si la République, écrit-il, garantit à ses adversaires non seulement leur existence physique, mais leurs droits imprescriptibles de citoyens, elle ne peut cependant admettre dans la communion spirituelle des « républicains » ceux qui font allégeance ailleurs... un individu qui aliène par avance sa pensée à une autorité ultramontaine. Cette fois je prends le mot dans un sens métaphorique - abdique sa qualité de républicain. La République est gallicane.* »

On ne peut s'étonner que pareille exigence n'ait jamais pu faire l'unanimité. Elle a produit au contraire des déchirures graves. On était ou n'était pas de cette France-là. Alors on était de l'autre France. La République n'est pas un instrument d'unité. Elle est un parti suscitant son contraire. Je suis de ceux qui pensent qu'il faut arbitrer le conflit qu'elle a suscité. Encore faudrait-il que s'estompe la guerre de religion qu'elle a créée et tente périodiquement de rallumer.

Gérard LECLERC

Claude Nicolet - *L'idée républicaine en France* - NRF-Gallimard. Prix franco : 145 F.

le juste choix de gabriel garcia Marquez

Quand le prix Nobel de littérature fut attribué à Gabriel Garcia Marquez, des voix s'indignèrent : «Comment a-t-on osé choisir cet auteur castriste ?»

En d'autres temps, l'Académie suédoise n'avait pas «osé choisir» Malraux - et ce n'est pas à sa gloire -, mais cette année, elle a su s'élever au-dessus des options politiques et rendre à Dieu ce qui est à Dieu : reconnaître Marquez, comme le plus grand romancier sud-américain actuel.

On dira : «Mais, Borgès ? mais Vargas Llosa, mais... ?» Certes. La renommée mondiale a reconnu, surtout en Borgès, un Grand de la littérature, et mon propos n'est pas de méconnaître sa valeur. Me permettez-vous la comparaison ? Marquez est le Hugo du 20ème siècle, celui qui a réouvert les portes du roman à l'épopée : il méritait d'être couronné.

S'il déclinait son identité, notre auteur ne dirait pas : «je suis colombien, né en 1928 à Aracataca» - un nom qui sonne comme un corico -, il préférerait nous apprendre qu'il n'a connu sa mère qu'à l'âge de 7 ans et qu'il a vécu une enfance hallucinée auprès de

cumule, amasse les éléments les plus hétéroclites et s'écoule sur des pages et des pages, tantôt comme l'enfant, accroche un mot à un autre parfois, pour le simple plaisir - oh ! que notre logique est loin ! - : le Malbrough de la chanson apparaît au détour d'une phrase, pourquoi ? Voyez le regard moqueur de Marquez, lui vous le dira.

Et toujours, le lecteur assiste à la naissance d'un monde, à chaque œuvre, différent et semblable comme les chapitres d'un même livre. C'est que l'univers créé par notre auteur, en ce lieu mythique et réel, qu'est Macondo est bâti sur un solide fond de réalité sud-américaine, où la violence d'une histoire de guerres civiles, la violence inhérente à la société avec ses rancœurs et ses haines séculaires s'expliquent et se continuent par la violence du pouvoir et de ses alliés (dictateur, yankee, pouvoir local, etc.)

«...Sortez dans la rue et regar-



grands parents hors du commun, dans une demeure impressionnante : à 8 ans, il avait tout appris et ses romans apparaissent comme une recherche du temps perdu de ses 8 ans. Puis une vie de journaliste-écrivain l'a conduit à se frotter à notre vieille Europe, et sa culture, et aux diverses réalités de son continent : son choix politique ne l'a pas empêché de reconnaître en Faulkner un de ses maîtres.

Au fil des années, l'écrivain a fait ses gammes et a forgé son outil, une pâte personnelle faite de magie verbale, de fantaisie, de poésie fantastique qui, tantôt comme une coulée de lave, ac-

dez la vérité en face, excellence, nous abordons le dernier virage, ou les marines débarquent ou nous emportons la mer, il n'y a pas d'autre alternative, excellence, il n'y en avait pas d'autre, maman, si bien qu'ils emportèrent notre mer caraïbe en avril, les ingénieurs nautiques de l'ambassadeur Ewing l'emportèrent en pièces numérotées pour la reconstituer loin des ouragans dans les aurores de sang de l'Arizona, ils l'emportèrent avec tout son contenu, mon général, avec le reflet de nos villes, nos noyés timides et nos dragons délirants...»

(extrait de

«L'Automne du Patriarche»)

Mais l'invention, l'absurde et le merveilleux défigurent l'anecdote réaliste, et la phrase de Marquez grossit, s'enfle, gronde, la vague déferle et nous entraîne comme un morceau de liège : magie de cette langue éclatante, colorée des couleurs et des senteurs des tropiques, qui se goûte elle-même et crée un univers mythique où, les femmes montent au ciel, les poules et les vaches partagent la maison de leurs maîtres, les dictateurs meurent plusieurs fois et renaissent autant, l'attente d'une fin apocalyptique pèse sur le monde et où les forces tellu-

riques, la pluie, la sécheresse, le soleil, s'abattent comme des cataclysmes....

Marquez, oui, est proche de Quevedo, de Goya, de ceux qui se sont servis du fantastique pour ramener à la lumière les angoisses ensevelies au fond des hommes - de Garcia Marquez, tout d'abord, de ses concitoyens, des hommes de son continent, et de nous tous - leur violence, leur cruauté, leur faiblesse et leur grandeur, que notre regard ne voyait plus.

Hélène FLAMAND

une conférence du comte de clermont

Le jeudi 27 janvier, le comte de Clermont, fils aîné de Mgr le comte de Paris, a prononcé devant le Cercle Interallié une conférence sur le thème «Démocratie et Royauté».

Après avoir rendu hommage au Chef de la Maison de France, Mgr le comte de Clermont a montré, au cours d'une réflexion nourrie de références riches et variées, que la royauté ne se concevait pas sans un peuple libre, sans un *démocrate* disposant de larges pouvoirs. L'histoire de la monarchie française, «hérissée de libertés», permet d'établir ce constat. Mais aussi l'époque moderne puisque toutes les monarchies européennes ont des structures démocratiques - l'exemple le plus frappant étant celui de l'Espagne où la démocratie n'est pas possible sans un pouvoir monarchique représentant

l'ensemble de la nation dans son passé et dans son présent. S'appuyant sur la philosophie grecque, le comte de Clermont a montré qu'aucune forme d'institution ne pouvait se réduire à une forme pure, qu'elle était toujours un *mélange* de plusieurs types institutionnels.

En démontrant le caractère démocratique d'une royauté point oubliée par ailleurs de sa transcendence, le comte de Clermont marque nettement la distance - c'est le moins qu'on puisse dire - entre certaine doctrine monarchiste du passé, fondée sur un dogme anti-démocratique, et le souci constant de la monarchie française qui n'a existé et ne saurait revivre sans l'alliance étroite entre le roi et le peuple.

Y.L.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

pour les municipales

Comme nous l'annoncions il y a quinze jours nous avons ouvert une **souscription spéciale** pour nous permettre d'assumer les frais de la campagne électorale à Paris.

Il s'agit de faire imprimer les centaines de milliers de bulletin de vote et de professions de foi nécessaires ainsi que toutes les affiches aussi bien celles destinées aux panneaux électoraux que les autres. Il est bien certain que ces frais importants supplémentaires ne peuvent être assumés par notre budget ordinaire.

Mais, en raison des délais maintenant assez courts, nous sommes forcés d'engager nos dépenses dès aujourd'hui, sans attendre les résultats de la souscription... Il s'agit donc que la générosité de nos lecteurs réponde vite à notre appel et nous remercions tout particulièrement ceux qui l'ont déjà fait et dont nous publions la première liste aujourd'hui.

Adressez vos dons à «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris, en précisant : «Pour les municipales».

● JEUNES ROYALISTES

La campagne contre la conscription prend une nouvelle dimension avec l'impression en très grande quantité d'un nouveau modèle de l'affiche «La conscription c'est dépassé», disponible à partir du 21 février. (90 affiches peuvent vous être envoyées contre 39 F à l'ordre de «Royaliste»).

D'autre part 10 exemplaires du numéro 23 de «Royaliste-Université» peuvent vous être envoyés au prix de 10 F (offre exceptionnelle valable jusqu'au 28 février).

1ère liste de souscripteurs

C. Dravigney 70 F - Anonyme Morbihan 50 F - P. Erre 10 F - R. Avenard 14 F - R. Louis 50 F - Ano. Paris 11e 50 F - G. Martinez 50 F - P. Vimeux 70 F - P. Rey 50 F - Ano. Bruxelles 100 F - P. Jacques 50 F - P. Beauvais 20 F - J-M Joubert 720 F - H. Broussolle 50 F - Ano. Paris 9e 250 F - Y. de Prunel 1000 F - Ano. Lyon 20 F - H. Rutschmann 50 F - J. Giraud 20 F - Ano. Bordeaux 1000 F - A. Lazinier 140 F - G. Viviani 150 F - H. Colombet 45 F - Cl. Ringaud 20 F - F. Martin (Guyane) 100 F - X. Bown 120 F - A. Fincato 200 F - P. Amiard 80 F - Remis aux vendeurs 50 F - C. Laballe 10 F.

Total de cette liste 4609 F

● ANGERS

La participation de la NAR à la compétition municipale sera l'occasion, pour la section d'Angers, de fournir un gros effort de propagande royaliste. Les lecteurs de «Royaliste» et les sympathisants sont invités à prendre rapidement contact avec le responsable régional : Nicolas Lucas, BP 2141, 49021 Angers Cedex.

● COUPURES DE PRESSE

Nous remercions les lecteurs qui, à la suite de nos divers appels dans le journal, ont pris l'habitude de nous adresser les coupures de presse concernant le royalisme, le comte de Paris ou la famille royale, les autres organisations royalistes ou la NAR. Depuis lors notre «livre de presse» est beaucoup plus complet, mais il y a encore des extraits qui nous échappent. Nous renouvelons donc notre demande : à chaque fois que vous voyez quelque chose qui nous concerne dans n'im-

● PARIS

La campagne pour les municipales va commencer très prochainement. Nous allons avoir besoin d'une aide importante et pour cela nous faisons appel à nos lecteurs :

— pendant la campagne officielle (du 21 février au 5 mars), collages d'affiches, travail de secrétariat, distribution de tracts, etc. Les personnes disposant d'un véhicule et qui pourrait le mettre à notre disposition de temps en temps pendant cette période seront particulièrement les bienvenues.

— en retenant votre journée du 6 mars pour être nos délégués dans tous les bureaux de vote.

Téléphonez-nous (297.42.57) pour nous indiquer ce qu'il vous est possible de faire pour nous aider.

Le 6 mars à 21 h, une soirée élections avec buffet aura lieu dans les locaux du journal.

porte quel journal il faut le découper (ou le photocopier) et nous l'envoyer en notant la référence précise (date et nom du journal).

● SEINE-MARITIME

Pour participer aux travaux du club Nouvelle Citoyenneté et aux activités de la NAR (en particulier à celles du groupe étudiant de Rouen qui lance actuellement sa campagne contre la conscription par de nombreux affichages), prendre contact en écrivant à NAR. BP. 857 - 76010 Rouen Cedex.

PARIS

● MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis à 20 heures, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - 4ème étage - Métro Bourse ou Palais Royal a lieu une conférence débat ouverte à nos lecteurs. Les conférences sont suivies pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet (participation aux frais du buffet).

Mercredi 16 février : Jean-Pierre DUPUY, maître de conférence à Polytechnique, cofondateur du «Centre de recherches sur l'épistémologie et l'autonomie», viendra nous présenter son dernier livre : «**Ordres et désordres**», réflexion sur la modernité, l'autonomie, qui se situe au carrefour de la pensée d'Illich et de celle de René Girard.

Mercredi 23 février : Patrick MENEY, correspondant de l'AFP à Moscou pendant plusieurs années, il connaît bien la vie quotidienne des soviétiques. Il connaît bien aussi ses dessous les moins reluisants : marché noir, corruption généralisée, combines, pots-de-vin, etc. Dans son livre qu'il viendra nous présenter, «**La Néptocratie**», il décrit cette contre société qui s'est créée pour permettre à des millions de soviétiques de survivre.

● ADHESION

Rappelons que nul ne peut être adhérent à la NAR s'il n'a signé une «demande d'adhésion» approuvant notre «déclaration fondamentale» et s'il ne règle régulièrement ses cotisations. Seuls les adhérents peuvent prendre part à l'élection des délégués au Conseil National de la NAR et participer au Congrès annuel (les prochaines élections auront lieu lors du Congrès de décembre). Nous engageons donc tous les lecteurs désireux de participer véritablement à la vie de notre mouvement, à nous apporter leur adhésion. Formulaires et renseignements pratiques sont à votre disposition sur simple demande au journal.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Les joutes électorales ont beau être toujours identiques, il est difficile de se résigner à la médiocrité, voire à la pure inanité des arguments échangés. Quand M. Chirac accuse la gauche de pratiquer une politique de «régression sociale», quand M. Quilès qualifie ce propos de «véritable escroquerie», les spectateurs ne s'en trouvent pas plus avancés.

Bien au contraire, plus l'échéance se rapproche, plus le brouillard se répand. La droite, après avoir évoqué la possibilité d'élections législatives anticipées, tient maintenant des propos beaucoup plus sages qui lui permettront de «ratisser» encore plus large et de tirer, quoi qu'il arrive, son épingle du jeu. Quant à la gauche, tout en parlant haut et fort, elle entendait faire silence sur ses intentions réelles pour la période post-électorale. Ainsi, les partis rivaux ont au moins une attitude commune : loin de concevoir la campagne pour les municipales comme l'occasion d'un grand débat public, ils la pensent et la vivent comme une guerre de conquête ou de reconquête, dans laquelle les mieux masqués auront plus de chances de gagner citadelles, fiefs et bastions.

«NE PAS LE DIRE»

Heureusement, Edmond Maire est venu troubler le jeu par des déclarations édifiantes à deux points de vue. Le dirigeant de la CFDT a démontré qu'un gouvernement socialiste n'agissait pas autrement, face à l'opinion, que les gouvernements de la droite : sous Giscard, un ministre (1) écrivait que la formule maîtresse était «il ne faut pas le dire». La gauche semble appliquer à la lettre ce précepte, quelque peu méprisant pour ceux qui lui ont accordé sa confiance. Mais surtout, en déclarant sur le perron de l'Élysée que «l'hypothèse d'un deuxième plan de rigueur doit être maintenant envisagée», Edmond Maire a révélé le débat jusque là secret qui agite la gauche, donnant à penser que, selon une tradition aussi ancienne que critiquable, les lendemains électoraux pourraient être rudes. A peine le gouvernement et le Parti socialiste étaient-ils remis de ce «mauvais coup» que Michel Rocard, sortant de sa réserve, venait à son tour troubler les esprits. Offensive concertée ? Itinéraires parallèles ? Plutôt que de tenter de le deviner, il importe de réfléchir aux thèses avancées par les représentants de deux «sensibilités» importantes à gauche.

Le secrétaire général de la CFDT a raison d'insister (2) sur le renforcement né-

le débat caché



par
bertrand
renouvin

cessaire de la solidarité, face à la dissolution des liens sociaux et à la division de la société entre les travailleurs protégés (par leur statut, par les attitudes corporatives) et ceux qui ne le sont pas. La politique de justice fiscale et de partage du temps de travail qu'il préconise est certes indispensable. Mais il faut cependant se demander si ces mesures techniques seront suffisantes car la question du lien social est avant tout politique : elle concerne la relation entre le peuple et le pouvoir, la capacité de celui-ci à incarner l'ensemble de la nation et à indiquer un projet commun. Sinon toute réforme, aussi judicieuse soit-elle, provoquera les habituelles manifestations d'égoïsme.

NATURE DU «ROCARDISME»

Du moins Edmond Maire pose-t-il clairement un certain nombre de questions. Michel Rocard semble au contraire se mouvoir avec plaisir dans l'incertain. Les déclarations qu'il a faites à «L'Expansion» (3) sont évidemment inspirées par des considérations stratégiques : le ministre du Plan pense aux prochaines présidentielles et cherche à parfaire son image de socialiste compétent et modéré. Mais la véritable nature du «rocardisme» demeure mystérieuse. A lire Michel Rocard, il semble que celui-ci souhaite une transformation des «appareils verticaux» (Etat, organisations syndicales, administration) frappés d'une

«crise de légitimité». Propos intéressant, qui demeure pourtant trop flou pour donner lieu à débat. De même, en économie, le ministre du Plan propose des réformes utiles dans l'entreprise, dans le système bancaire et, pour le reste, une gestion rigoureuse, mais sans que ces idées louables paraissent s'inscrire dans un véritable projet de société. En revanche, Michel Rocard n'hésite pas à affirmer nettement sa conviction dans le domaine des échanges internationaux. Comme Edmond Maire, il est hostile à tout «protectionnisme» et estime qu'une baisse du pouvoir d'achat est préférable à celui-ci pour équilibrer la balance des paiements. Cette réaction pour une fois vigoureuse donne une indication précise sur la pensée rocardienne : en agitant la fausse menace de mesures de rétorsion de la part de nos partenaires (de telles mesures leur seraient plus nuisibles qu'à nous), en négligeant le fait qu'une politique de protection temporaire et limitée à certains secteurs ne signifie pas l'autarcie mais un rééquilibrage nécessaire de nos échanges, le ministre du Plan ne se place-t-il pas dans une perspective «mondialiste» ?

Si telle est la conviction de Michel Rocard, il importe de bien mesurer ses conséquences. Maintenir la France dans la logique du libéralisme économique, c'est accepter la soumission de notre pays à la loi du capitalisme multinational. Cela signifierait que nous renoncions à exister par nous-mêmes, que nous perdions toute possibilité de maîtriser notre niveau et notre qualité de vie et, à terme, toute identité - y compris culturelle. La «compétence» ne doit pas justifier n'importe quoi, et «l'efficacité» devient inutile ou dangereuse si elle consiste, en définitive, à imiter l'impérialisme de la nation dominante et à faire le jeu des groupes économiques et financiers.

Une politique de «rigueur» conçue pour servir cette stratégie n'aurait aucun sens et la volonté de transformation sociale, si elle devait être inscrite dans cette logique, n'aurait aucune chance d'aboutir. Il est heureux que certains socialistes le comprennent et commencent à le dire publiquement. Un débat capital se trouve ainsi ouvert, qu'il appartient au Président de la République de trancher sans trop attendre.

Bertrand RENOUVIN

(1) François Giroud -La comédie du Pouvoir- Fayard.
(2) Voir «Libération» 3 février 1983.
(3) «L'Expansion» 4/17 février 1983.